

The total usable housing stock is now only 2,082 units—a growth of some 256 units over 5 years, an average growth of 51 units annually instead of the 250 units required to meet the 1986 backlog in new family formation over a 5-year period. This situation occurred despite an annual new construction of 100 units, because approximately 50 units a year are being abandoned due to the lack of renovation and repair funds.

The reality in 1991 is that there are still 1,290 units, or 62% of the housing stock, without sewer and water services, and 1,333 units that require significant renovation and repairs. In comparison to the current housing stock, in 1986 the backlog was 492 units. The 1991 survey now identifies the backlog at 1,085 units. The unmet need has doubled in the last 5 years.

The cost of meeting the shortfall identified in 1991 in terms of new construction, repairing homes to adequate standards, and renovating homes to accept sewer and water services is estimated at \$138 million. In addition we now estimate new family formations at the rate of 200 annually, so that a 5-year catch-up plan would require construction of more than 2,000 units at a cost in excess of \$240 million.

The current annual INAC contribution to PATC bands is less than \$6 million annually. In other words, expenditures would have to increase eightfold and housing starts increase 4 times the current level and go to 400 starts instead of the 100 currently in order to catch up by 1997. The one area where government initiatives are making or will make a contribution to addressing current housing conditions is in the Green Plan. Our estimate of the costs associated with the construction of sewer and water infrastructure and housing renovations to accept sewer and water services, and service hook-ups, is approximately \$40 million, and there's some detailed information in here.

• 2100

If 100% of our existing housing stock is serviced during this 5-year Green Plan, approximately \$17.5 million in new funding would be contributed, together with the current \$30 million in the 5-year INAC housing capital commitment. Some \$47.5 million or 20% of the \$240 million required may now be identified, and that estimate of the impact of Green Plan in terms of bringing houses up to a serviceable standard is a very optimistic view. Indications right now are that the actual number of units that may get serviced as a result of Green Plan is closer to 50% or 60% as opposed to 100%. This 20% represents a very optimistic view of the total capital resources that are currently committed to meet the need.

Just over the page, in terms again of just looking at what's happened over the past 5 years from a population point of view, total band membership has increased by about one-third over what it was, by 33% in these last 5 years. We

Le parc de logements utilisables ne comprend plus maintenant que 2,082 unités, ce qui ne représente qu'une augmentation de 256 logements en cinq ans, soit 51 logements par an en moyenne, au lieu des 250 qu'il aurait fallu pour combler l'arriéré constaté en 1986. Même si 100 nouveaux logements ont été construits chaque année, on doit cette situation au fait qu'une cinquantaine de logements sont abandonnés d'année en année faute d'argent pour les rénover et les réparer.

En réalité, il y avait toujours, en 1991, 1,290 logements, soit 62 p. 100 du parc, qui n'avaient pas l'égout et l'eau courante et 1,333 qui avaient besoin d'importants travaux de rénovation et de réparation. À titre de comparaison, il y avait, en 1986, une pénurie de 492 logements. En 1991, ce chiffre atteignait 1,085. L'arriéré a donc doublé d'ampleur au cours des cinq dernières années.

On évalue à 138 millions les dépenses nécessaires pour combler la pénurie constatée en 1991 sur le plan des logements qui doivent être construits ou qui doivent être réparés et rénovés pour pouvoir accueillir des services d'égout et d'eau courante. De plus, il y a maintenant environ 200 jeunes couples qui fondent une famille chaque année, et pour rattraper le retard sur cinq ans, il faudrait donc construire plus de 2,000 logements, ce qui coûterait plus de 240 millions de dollars.

La contribution annuelle que le ministère des Affaires indiennes et du Nord verse actuellement aux bandes qui relèvent du le conseil tribal est de moins de 6 millions de dollars. Autrement dit, il faudrait la multiplier par huit et quadrupler le nombre de mises en chantier en le portant de 100 à 400 pour remédier à la pénurie de logements d'ici 1997. C'est dans le cadre du Plan vert que les initiatives gouvernementales contribueront à remédier à la crise du logement. Nous évaluons à une quarantaine de millions le coût de la construction du réseau d'égout et d'alimentation en eau potable, ainsi que des travaux de rénovation qui permettront de doter les logements de ces services et de faire le raccordement. Nous fournissons ici quelques précisions à cet égard.

Si la totalité du parc de logements existants est desservie au cours des cinq ans que durera le Plan vert, cette nouvelle source de financement nous apportera environ 17,5 millions de dollars, qui s'ajouteront aux 30 millions que le ministère des Affaires indiennes s'est engagé à consacrer au logement sur cinq ans. Cela donne donc 47,5 millions, soit 20 p. 100 des 240 millions nécessaires. Il s'agit là d'une estimation très optimiste de la contribution du Plan vert à l'amélioration des conditions de logement. Pour le moment, il semble bien qu'en réalité, seulement 50 ou 60 p. 100 des logements pourront être desservis grâce au Plan vert. Ces 20 p. 100 représentent donc une estimation très optimiste des ressources totales engagées pour remédier à la pénurie.

À la page suivante, nous examinons l'évolution démographique des cinq dernières années et nous montrons que l'effectif total des bandes a augmenté du tiers. Il augmente d'environ 6 à 7 p. 100 par an. Notre croissance